

**Communiqué de presse**  
**Journée internationale des Droits des femmes 8 mars 2016**

Droits des femmes : la rue m'appartient aussi...

A l'occasion de la journée mondiale des droits des femmes, **Fatoumata Sidibé**, députée bruxelloise DÉFI et présidente de l'association DÉFI Femmes, attire l'attention sur la place, le respect et la sécurité des femmes dans l'espace public.

**La rue m'appartient aussi !**

Il y a une quarantaine d'années, les femmes revendiquaient la liberté de porter ou non des enfants quand et si elles le voulaient. Elles ont clamé : "*Mon corps m'appartient*". Ce droit acquis est aujourd'hui menacé et nécessite une vigilance permanente en termes de violences liées au genre, à l'égalité salariale, etc.

*"Aujourd'hui, un nouveau combat s'annonce, celui du sexisme ordinaire et le droit de disposer de l'espace public"*, pointe **Fatoumata Sidibé**.

La députée fait référence au sentiment d'insécurité qui nous envahit en traversant une rue mal éclairée ou un long couloir dans un métro. C'est le sentiment qui nous empêche de sortir le soir, de fréquenter certains lieux, qui nous interdit de jouir librement de l'espace public.

*"Parce que les femmes ne veulent plus raser les murs, parce qu'elles en ont marre d'être humiliées, insultées, harcelées, de supporter les regards ou les remarques, de longer les murs, de limiter leurs déplacements, d'adapter leurs vêtements, de modifier leur manière de s'habiller, de changer de place dans les transports en commun, de contrôler leur attitude, d'établir à l'avance une cartographie mentale de leurs déplacements, d'éviter certains endroits et les déplacements tardifs"*, précise la députée.

Elles disent non à cette violence ordinaire, ces murs invisibles qui les empêchent de jouir de l'espace public. Elles brandissent l'arme du respect.

Elles clament : "*la rue nous appartient aussi !*"

Outre l'application de l'arsenal juridique (loi contre de 2014 contre le sexisme, sanctions administratives, etc.), "*nous demandons des réponses multidisciplinaires*", avance la députée. Une plus grande présence féminine dans la planification et la gestion, notamment en matière de mobilité par exemple.

Ou encore, réserver une place aux filles et aux femmes dans les infrastructures publiques.

Intensifier les campagnes, d'informations et de formations ciblées et via différents canaux (télévision, radios, journaux, réseaux sociaux, transports en commun, outils pédagogiques, contre les stéréotypes de genre, pour le respect. Travailler sur l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (Evras).

Lutter contre les publicités sexistes qui renforcent l'image dégradante de la femme en la mettant en scène comme un objet, L'utilisation de la femme-objet participe à la banalisation des diverses violences faites aux femmes. Lancer des campagnes de publicité visant à sensibiliser les agences de publicité et de communication.

*" Nous disons la rue m'appartient aussi ! "*, conclut **Fatoumata Sidibé**.

**Anne-Sophie Jiménez Rueda**

Porte -parole / Attachée de presse - DÉFI

[asjr@defi.eu](mailto:asjr@defi.eu)

0494/33.55.03